

FAUSSE ROUTE, MAUVAISE ROUTE

A la suite des journées de mobilisation du 23 septembre et du 5 octobre, la FSU doit partager largement ses analyses, **multiplier ses efforts pour décrypter, dénoncer et renverser les politiques qui affaiblissent les outils du progrès social** : le président Macron, puissamment aidé par la techno structure de l'État, s'acharne à vider la Fonction publique de sa spécificité démocratique, en privant les fonctionnaires de leur droit de regard sur leurs carrières, leur mobilité et leurs missions, en tentant d'en faire des agents soumis à l'autorité hiérarchique au lieu de femmes et d'hommes actifs au service de l'intérêt général.

La marche forcée vers la création de nouveaux échelons hiérarchiques dans les écoles – demain dans le second degré – ne s'explique pas autrement que par la fascination par le management privé, fondé non sur le sens du devoir mais sur l'habitude de l'obéissance. Dans la Fonction publique territoriale, les agents ne savent que trop bien le poids de l'autorité de proximité, administrative ou élective.

La communication ministérielle est habile, prompte à contourner les réalités, mais celles-ci sont têtues : manque de postes, explosion de la précarité, obsession de l'évaluation et de la sélection, élitisme bien peu républicain, contenus d'enseignement et de formation appauvris notamment pour les élèves et les étudiants de familles pauvres... il est temps de démasquer l'imposture conservatrice qu'aura été ce mandat, hélas renouvelable.

La FSU doit poursuivre dans son pari de la proximité, le pari d'un éveil de nos collègues, des personnels, pour relever le défi d'une profession largement mobilisée pour sauvegarder et améliorer ses droits, pour renforcer le service public d'éducation et lutter contre les inégalités qui progressent.

Il nous faut compter sur nos propres forces pour s'opposer à l'obstination libérale du pouvoir actuel qui s'entête à punir les chômeurs sans jamais parler de salaires ou de conditions de travail, qui laisse planer le doute sur une nouvelle dégradation des conditions de départ en retraites, qui choisit de détourner l'opinion publique des vrais enjeux révélés – s'il le fallait – par la crise sanitaire (inégalités, formation, éducation, santé, jeunesse, services publics, environnement, réindustrialisation...) vers des thématiques pour certaines importantes mais utilisées pour diviser les travailleurs et travailleuses : laïcité, insécurité, identité nationale...

Et alors même que les révélations des pandora papers prouvent, à nouveau, que le financement d'une société plus juste dans un monde plus juste est possible, à condition d'imposer justice fiscale et redistribution.

Compter sur ses propres forces pour mobiliser et porter des revendications progressistes pour le pays, qu'il s'agisse de la hausse de la part des rémunérations du travail dans la richesse nationale, et donc de la question prioritaire du salaire, du développement des services publics, de l'École, de la protection sociale, des conditions de travail et de vie de l'ensemble de la population.

Faire valoir notre force et notre place dans l'objectif de rassembler, en recherchant l'unité la plus large, élargir le cadre actuel autour de la CGT et Solidaires pour peser.

Les sondages se succèdent, mais que révèlent ils, sinon une grande fluidité d'un paysage politique de moins en moins polarisé par les formations politiques nationales et déjà tourné vers un duel aux airs de revanche de 2017 ?

D'autant que le contexte social et politique est marqué par **une montée en puissance toujours plus forte des thématiques historiquement portées par les forces anti démocratiques et anti républicaines** : le nationalisme, la méfiance vis à vis de l'étranger à commencer par celui de

l'intérieur c'est à dire l'immigré voire le descendant d'immigré, la xénophobie, le culte de la violence et du chef, le rejet du respect du droit, la réécriture de l'histoire, la méfiance vis à vis de toutes les institutions et des corps intermédiaires, le goût de l'appel au peuple, ou plutôt à la masse au-delà des clivages de classe, le rejet des luttes féministes, humanistes, d'identités sexuelles ou sociales... , **la FSU et le syndicalisme ne sauraient baisser la garde face à la menace toujours présente de l'extrême droite pour 2022.**

La forte abstention des élections locales du printemps dernier doit nous amener à relativiser le sentiment d'une perte de vitesse de ce courant politique mortifère pour le monde du travail, le syndicalisme et donc la démocratie.

Préférence nationale, expulsion des immigrés, remise en cause de la construction européenne, des droits des femmes et des minorités sexuelles, religieuses ou ethniques... autant de menaces auxquelles le syndicalisme, héritier des luttes démocratiques du mouvement ouvrier, doit et devra opposer un front uni, le plus uni possible.

Certes, rien n'est joué et les résultats électoraux de la Gauche, ailleurs en Europe – en Allemagne, en Italie récemment – disent, en dépit de contextes certes différents les uns des autres, que les populations ne sont pas nécessairement désireuses d'une nouvelle et amère potion libérale, ni d'un brouet réactionnaire.

Si le syndicalisme, et donc la FSU, se doit de continuer à dialoguer avec la Gauche, d'influer sur les contenus programmatiques avec l'espoir qu'une dynamique unitaire puisse être porteuse d'une alternative aux politiques que nous subissons depuis trop longtemps, il lui faut d'abord compter sur ses propres forces.

La FSU doit s'atteler, y compris dans la perspective des échéances électorales, à peaufiner le bilan de 5 années de réformes de l'Education et de la Fonction publique.

Mettre l'école, la fonction publique, les services publics au centre du débat public, porter leur transformation c'est porter la transformation de la société, c'est exprimer que le gouvernement actuel fait fausse route, fait mauvaise route.